

MONDE

Le Président au Proche-Orient. Nicolas SARKOZY a solennellement réaffirmé son soutien à Israël et plaidé pour la création d'un état palestinien et le gel de la colonisation israélienne, dans un discours devant le Parlement israélien, la Knesset. Les dirigeants israéliens n'ont pas réagi publiquement à ce discours, aucun d'entre eux n'a quitté l'hémicycle comme avait dû le vivre François MITTERRAND. Le Président a souhaité que son projet d'Union pour la Méditerranée donne « *l'espoir qu'un jour les enfants de la Méditerranée cesseront de se haïr et de vouloir dès la naissance venger les malheurs de leur père* ». Le lendemain, il a rencontré M. ABBAS à Bethléem.

L'OPEP n'ouvrira pas plus les robinets... La rencontre à Djeddah, en Arabie saoudite, de 36 pays producteurs et consommateurs de pétrole, 22 compagnies pétrolières et 7 organisations internationales, n'a été suivie d'aucune annonce de nouvelle hausse de la production. Les pays producteurs estiment que l'offre est suffisante pour répondre à la demande et que la flambée actuelle des prix résulte de la spéculation, de la faiblesse du dollar et de l'instabilité géopolitique dans certaines régions. Les pays consommateurs, au premier rang desquels les Etats-Unis, considèrent que le principal problème réside dans l'insuffisance de l'offre. L'Arabie saoudite a annoncé qu'elle produirait 9,7 millions de barils/jour (mbj) à compter de juillet.

Le dirigeant Libyen Mouammar KADHAFI, qui ne compte pas assister au sommet lançant l'Union pour la Méditerranée, a reçu le secrétaire général de l'Élysée Claude GUEANT.

Nucléaire Nord-Coréen. La Corée du Nord a remis à la Chine une déclaration détaillant ses programmes nucléaires, un premier pas vers un abandon de ses ambitions atomiques, réclamé par la communauté internationale.

Nouvelles sanctions de l'UE contre l'Iran. En réponse au refus de Téhéran de cesser tout enrichissement d'uranium.

Vers un accord de coalition en Serbie. Le Parti socialiste du défunt MILOSEVIC serait prêt à gouverner avec la coalition pro-européenne regroupée autour du président Boris TADIC.

EUROPE

Sommet Russie - Union européenne, à Khanti-Mansiisk, Dmitri MEDVEDEV, le nouveau Président russe, a accueilli ses invités dans la ville nouvelle de la région pétrolière perdue dans la taïga au cœur de la Sibérie. Entretiens sur l'intégration européenne, les grands dossiers internationaux du moment, l'économie internationale, les marchés alimentaires mondiaux et la finance. On a aussi évoqué le traité appelé à régir les relations entre la Russie et l'UE. Enfin une proposition de MEDVEDEV aux Européens, José Manuel BARROSO et Javier SOLANA : l'élaboration d'un pacte de sécurité collective en Europe. Cette initiative consisterait à mettre sur pied une nouvelle structure de sécurité européenne, qui viendrait à terme remplacer l'Otan.

¡ SI ! Les députés espagnols ont approuvé le projet de loi autorisant la ratification par l'Espagne du traité de Lisbonne, par 322 voix contre 6 et 2 abstentions, laissant la voie libre à une prochaine approbation définitive par le Sénat.

Cuba : fin des sanctions. Les Ministres des Affaires étrangères ont donné le feu vert pour la levée des sanctions contre le régime de Castro. Il s'agit d'encourager la transition de « *l'après Fidel* ». Les ministres ont toutefois décidé de maintenir la pression sur le régime, par le biais d'une « *réévaluation annuelle de cette décision et d'évaluer le dialogue politique avec Cuba dans un an* ».

Directive retour : violentes protestations. La Bolivie, l'Équateur, l'Argentine et le Brésil ont vivement dénoncé le texte adopté par le Parlement européen sur l'expulsion des sans-papiers. Le Président vénézuélien, Hugo CHAVEZ, a menacé de ne plus fournir de pétrole aux pays européens et de riposter par le « *retour sur investissement* ».

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Pas d'élections libres au Zimbabwe. Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté pour la 1^{ère} fois une résolution non contraignante jugeant qu'il était impossible d'organiser des élections libres et équitables en raison des violences et des restrictions imposées à l'opposition. Jusqu'à présent, il s'était abstenu de se prononcer sur la crise, notamment en raison des objections de l'Afrique du Sud, qui prônait une « *diplomatie tranquille* » avec Harare. Le chef de l'opposition, Morgan TSVANGIRAI, qui était arrivé en tête du premier tour, le 29 mars, a trouvé refuge à l'ambassade des Pays-Bas après avoir annoncé qu'il ne participerait pas au second tour. L'Union européenne a décidé de menacer le régime de sanctions supplémentaires, avec l'espoir d'exercer une « *pression morale* » sur le Président sortant.

Un nouveau premier ministre en Algérie. Ahmed OUYAHIA, un libéral, a été nommé en remplacement de Abdelaziz BELKHADEM.

Port d'arme. La Cour suprême américaine a confirmé que la Constitution garantissait à chacun le droit de posséder une arme à feu et de s'en servir. La plus haute juridiction du pays a donc confirmé l'invalidation, par 5 voix contre 4, d'une loi de la ville de Washington interdisant à ses habitants de porter une arme de poing. Barack OBAMA et John MCCAIN ont salué cette décision.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Jean-François COPE veut que l'Assemblée s'oppose aux Sénateurs. « *L'Assemblée nationale rétablira plusieurs dispositions du projet de loi sur les institutions écartées par le Sénat* », a dit le président du groupe UMP à l'Assemblée. Selon lui, l'Assemblée rétablirait la limitation de l'article 49.3 et la possibilité pour les anciens présidents de la République de siéger au Conseil constitutionnel. L'Assemblée doit examiner le texte en deuxième lecture du 8 au 10 juillet. « *Je veux que demain le Parlement français ait plus de pouvoir qu'hier, tout en restant dans le cadre de la Ve République* », a-t-il ajouté. Il a qualifié de « *gros sujet* » la suppression par les sénateurs du référendum obligatoire en cas de nouvelle adhésion à l'Union européenne. Jean-François COPE s'est dit « *très confiant* » quant à l'issue du Congrès qui pourrait se tenir le 21 juillet.

« **Si la gauche veut des idées** »... **qu'elle s'adresse à Ségolène ROYAL...** Celle-ci avance ses idées pour le congrès du PS dans un livre à paraître le 8 juillet chez Grasset. Le livre est un dialogue avec le sociologue Alain TOURAINE. Elle y développe sa conception d'un « *Etat préventif* », capable d'intervenir en amont afin de prévenir les difficultés économiques et sociales comme les délocalisations. La gauche devrait proposer une « *évolution profonde* » des régimes de retraite « *vers un système inspiré de la réforme suédoise et sans le tabou des 60 ans* »... Pour le congrès du PS, Ségolène ROYAL maintient sa position, très critiquée au sein du parti, en faveur d'une alliance du PS avec le centre, une fois la gauche rassemblée. Elle affiche aussi sa détermination à aller jusqu'au bout, quitte à perdre la bataille. « *Mieux vaut une bonne querelle qu'une mauvaise synthèse* ».

Françoise VALLET, députée PS invalidée par le Conseil constitutionnel. Appuyé par des commerçants et des artisans de Chartres, Jean-Pierre GORGES adversaire UMP malheureux, avait fait un recours contre Mme VALLET, accusée d'avoir bénéficié du soutien pour sa campagne d'un hypermarché de la périphérie de Chartres, et d'une visite de Ségolène ROYAL, visite largement relayée par la presse locale, dans la 1^{ère} circonscription d'Eure-et-Loir. La candidate socialiste est frappée d'un an d'inéligibilité et le scrutin est annulé.

Culture Pub. « *Quand on n'a rien à dire en politique, on fait sa pub.* » Avis de M. HOLLANDE à propos de la campagne de communication sur le pouvoir d'achat, présentée par François FILLON et d'un budget de 4,33 millions d'euros. Pour le Premier secrétaire du PS, « *malgré tous les efforts des publicitaires, le gouvernement n'arrivera pas à convaincre que ce qui ne marche pas est de la faute de la communication, que les Français n'ont pas bien compris et qu'il leur faut de la pub en plus* ». www.premier-ministre.gouv.fr/information/les_dossiers_actualites_19/pouvoir_achat_1327/?spot=2

MoDem : une seule orientation politique soumise au vote des adhérents. Jusqu'au 10 juillet, les membres du parti centriste pourront s'exprimer sur le texte proposé par François BAYROU.

Nicolas HULOT n'y va pas. Il a déclaré qu'il ne pensait pas « *conduire une liste* » aux européennes. Les Verts lui avaient proposé. Il entend, « *en revanche, prendre une initiative cet automne pour donner envie aux gens de s'intéresser à ces élections* ».

LE PEN, si. Lors d'une conférence de presse dans les locaux du parlement européen à Paris, le président du Front national a lancé sa « *campagne pour les élections européennes* ». Il a appelé Nicolas SARKOZY à profiter de la présidence française de l'UE pour convaincre les autres dirigeants de « *changer de cap* ». L'une des idées avancées de son futur programme est d'établir un « *euro or* » pour résoudre un grand nombre de difficultés économiques et sociales structurelles.

Redressement de la Sécu : déremboursement partiel des maladies de longue durée ? La Ministre de la Santé, Roselyne BACHELOT, a déclaré que le gouvernement trancherait vers le 15 juillet sur les propositions du directeur général de l'UNCAM. Il s'agirait de réduire à 35% la prise en charge des médicaments de confort pour les affections de longue durée par la Sécu. Elle a assuré que « *les 8% de malades qui n'ont pas de mutuelle seraient pris en charge* ». Le Conseil, qui n'a qu'un pouvoir consultatif, demande que cette question soit retirée du projet de rapport qui doit être prochainement présenté par l'UNCAM.

La Parti de Jean-Louis BORLOO inquiet. Le Parti radical, associé à l'UMP, a exprimé son « *inquiétude* » sur le plan de redressement de l'assurance maladie. « *En matière d'affections longues durée, la solidarité doit jouer car il s'agit de maladies douloureuses et très handicapantes* » estiment le secrétaire général et le porte parole du parti, Laurent HENART et Serge LEPELTIER.

PARLEMENT

Session extraordinaire.

Le Parlement a été convoqué à partir du 1^{er} juillet. La date de fin, qui n'est pas prévue, tomberait dans la dernière semaine de juillet. L'ordre du jour est très chargé, avec pas moins de 25 projets de loi. Cette surcharge a été dénoncée par le Président du Groupe Nouveau Centre (NC) à l'Assemblée nationale, François SAUVADET. « *Je suis partisan de la réforme et je soutiens le Président de la République dans le rythme de la réforme. Mais 25 textes à examiner en un mois, tout cela n'est pas raisonnable.* » Précisons que 13 textes concernent les ratifications d'accords internationaux, dont l'examen est plus rapide. Le calendrier compte notamment la suite de l'examen de la révision constitutionnelle. La Commission des Lois de l'Assemblée nationale doit se réunir le 1^{er} juillet. Le nouvel examen en séance est programmé du 8 au 10 juillet, comme vient de le faire savoir la Conférence des Présidents de l'Assemblée nationale. Pour la deuxième lecture au Sénat, les 15 et 16 juillet ont été réservés.

Assemblée nationale

Asile. A l'occasion de la journée mondiale des réfugiés, le Président du Groupe SRC, Jean-Marc AYRAULT, a déposé une proposition de loi visant à « *assurer le respect des droits des demandeurs d'asile* ». Le texte « *abroge la procédure prioritaire en matière d'asile ainsi que le caractère non suspensif du recours des demandeurs en procédure accélérée* ». Elle tend également à supprimer « *la liste des pays sûrs* ».

Catherine VAUTRIN vice-présidente de l'Assemblée nationale. L'ancienne ministre du gouvernement VILLEPIN a été élue par les députés UMP pour occuper, à compter d'octobre, le poste de vice-présidente de l'Assemblée nationale, à l'occasion du renouvellement des instances du groupe UMP. Elle succèdera à l'ancien ministre Marc-Philippe DAUBRESSE.

Sénat

Modernisation des institutions. Suite et fin de l'examen au Sénat. Confirmant de la Commission des lois, les sénateurs ont supprimé, 297 voix contre 7, l'amendement des députés qui rendait obligatoire un référendum pour l'entrée dans l'Union de pays représentant plus de 5% de sa population, ce qui concerne tout particulièrement la Turquie. Ankara avait alors fait part de son « *irritation* ». Le président de la délégation pour l'UE du Sénat, Hubert HAENEL (UMP), a lui souligné qu'« *une Constitution n'est pas faite pour régler des cas particuliers* ». On revient ainsi à la rédaction initiale du texte, qui supprime l'automatisme d'un référendum pour tout nouvel élargissement, introduite dans la Constitution en 2005.

Accueils dans les écoles en cas de grève. Les sénateurs ont adopté le texte controversé par l'opposition, prévoyant l'accueil des enfants à l'école maternelle et dans le primaire en cas de grève et introduisant pour la première fois dans la fonction publique l'obligation d'« *une négociation préalable* » avant l'arrêt de travail. Le projet de loi a été approuvé en première lecture par l'UMP et les centristes, l'opposition PS PCF et Verts votant contre. Le ministre de l'Education, Xavier DARCOS, a défendu un texte qui vise à « *protéger la liberté de travailler* » des familles, « *sans rien retirer au droit de grève* » des enseignants. Le texte oblige les communes à accueillir les élèves à partir d'un seuil de grévistes

que les sénateurs ont fixé à 20% du total des enseignants de la commune mais aussi en cas d'absence du professeur s'il n'est pas remplacé.

Langues régionales. Les sénateurs socialistes ont déposé une proposition de loi visant à inscrire la reconnaissance des langues régionales dans la Constitution. Cette reconnaissance, ajoutée à la quasi-unanimité par l'Assemblée nationale lors de sa première lecture au projet de réforme des institutions, a été supprimée le 18 juin par la majorité sénatoriale lors du passage de la réforme devant le Sénat.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Accord entre la France et l'Australie concernant la coopération en matière de défense et le statut des forces.

Décrets. Missions et organisation de la direction centrale du renseignement intérieur. Création de l'institut supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage (Agro campus Ouest). Relèvement du salaire minimum de croissance. / Attribution de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'Etat, personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

Communications. Le renforcement de l'attractivité de la France. / Une nouvelle politique pour dynamiser l'économie touristique. La place « *des outre-mer* » dans la présidence française de l'Union.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Le SMIC en hausse de 0,9% le 1^{er} juillet. Il s'agit d'un simple rattrapage de l'inflation, sans coup de pouce.

Logements sociaux : l'Île-de-France mauvaise élève. 83 communes sur 181 n'ont pas respecté les objectifs de réalisation qui leur avaient été fixés par la loi SRU. 77 communes devraient faire l'objet d'un décret de carence et payer une amende majorée. Neuilly-sur-Seine n'a atteint que 48,8% de son objectif. Le département des Yvelines présente le plus mauvais score, avec 28 communes défaillantes.

Projet de loi en faveur des revenus du travail. Les entreprises pourront verser d'ici au 30 septembre 2009 « *une prime exceptionnelle* » d'intéressement exonérée de cotisations de sécurité sociale, et plafonnée à 1.500 euros.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Mouvements à l'AFE.

- Arrêté du ministre des affaires étrangères et européennes en date du 20 mai 2008, M. Daniel OLLAGNIER est nommé pour siéger à l'Assemblée des Français de l'étranger, en remplacement de Mme Catherine URBAN-INIESTA, décédée.

- Arrêté du ministre des affaires étrangères et européennes en date du 4 juin 2008, M. Jacques TROMPE-BAGUENARD est nommé à compter du 4 juin 2008 pour siéger à l'Assemblée des Français de l'étranger en remplacement de Mme Nicole CHAABAN, démissionnaire.

Bienvenue aux nouveaux membres de l'AFE.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Ducasse à Monaco... Le débat sur l'ISF reprend. Alain Ducasse naturalisé monégasque. Pas pour raison fiscale dit le célèbre restaurateur. Mais le débat est rouvert sur l'impôt sur la fortune (ISF) et sur l'efficacité du "bouclier fiscal" qui a été voté il y a un an. En juillet 2007, les parlementaires UMP avaient voté le "bouclier fiscal" qui garantissait aux contribuables aisés tentés par l'exil (comme Johnny Halliday parti en Suisse) de bénéficier, in fine, d'au moins 50% de leurs revenus (et non 40% comme avant). Le président UMP de l'Assemblée Bernard ACCOYER estime que ce n'est pas suffisant parce qu'il y a encore aujourd'hui au moins deux contribuables qui quittent le pays chaque jour. 843 redevables de l'ISF -représentant 2,8 milliards d'euros de capitaux- ont quitté la France en 2006. L'ISF a représenté un produit de 4 milliards d'euros en 2007, contre 2,4 milliards en 2001.

Assurance maladie. Un plan de redressement de 3,2 milliards d'euros en 2009 devrait être proposé cette semaine, qui comporterait notamment une réforme de la prise en charge, à la baisse, des maladies de longue durée.

A couvert ! Près de 15.000 foyers fiscaux ont bénéficié d'un remboursement au titre du « bouclier fiscal » à 60%, pour un montant moyen de 16.000 euros. ¾ d'entre eux ne sont pas soumis à l'ISF.

E-Impôt. 7.349.543 contribuables ont effectué cette année leur déclaration de revenus par Internet. Chiffre équivalent à celui de l'année précédente. La France compte au total 35.5 millions de contribuables : la moitié environ seulement paie l'impôt sur le revenu, qui a représenté en 2007 60.5 milliards d'euros de recette fiscales, soit 20% des recettes fiscales de l'Etat.

La « *marque France* ». Dévoilé par le secrétaire d'Etat chargé du tourisme, le logo représente une « *Marianne en mouvement* ». L'Hexagone compte attirer davantage de touristes étrangers, notamment des seniors et visiteurs des pays émergents.



CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

« **Spoliations, restitutions et recherche de provenance : le sort des œuvres d'art revenues d'Allemagne après la guerre** ». Exposition au Musée d'art et d'histoire du judaïsme, à Paris, ouvert jusqu'au 26 octobre.

Le plus célèbre (et le plus riche) des retraités de ce vendredi. Bill GATES a quitté son travail ce vendredi 27 juin. Il va se consacrer à sa fondation caritative - la Bill & Melinda Foundation - dont la recherche sur les vaccins et l'immunologie sont des activités prioritaires. Il restera chairman de Microsoft et conservera un rôle consultatif pour l'entreprise. Pour Bill GATES, fondateur de Microsoft il y a 33 ans, l'avenir du secteur du logiciel est bouleversé par l'arrivée de nouveaux modèles de distribution et d'acteurs comme Google.

CARNET

Sports

Euro 2008. Allemagne – Espagne en finale. Les Espagnols ont éliminé la Russie par 3 à 0. Les Allemands s'étaient qualifiés aux dépens de la Turquie 3 à 2. Finale ce dimanche à Vienne.

Distinction

Jean-René COUGARD, Chef de la Mission Economique près l'Ambassade de France en Hongrie, a été décoré du Prix national de l'économie hongroise 2007 (décerné pour la première fois à un étranger par Abel GARAMHEGYI, Secrétaire d'Etat au Ministère du Développement National et de l'Economie. *La Rédaction adresse ses vives félicitations au récipiendaire.*

Nominations

Par décrets du 25 juin...

Jean-Louis ZOË, ambassadeur en Namibie.

Malika BERAK, ambassadrice auprès du Sultanat d'Oman.

Daniel JOUANNEAU, ambassadeur auprès de la République islamique du Pakistan.

Jean-Paul MONCHAU, ambassadeur chargé de l'adoption internationale.

Philippe GOSSELIN, membre de la CNIL.

Bruno SOUCHON, secrétaire général adjoint du Groupe UMP du Sénat.

Gilles BERNHEIM a été élu Grand rabbin de France face à Joseph SITRUK, qui occupait ce poste depuis 1987. Gilles BERNHEIM, 56 ans, actuellement rabbin de la synagogue de la rue de la Victoire à Paris, a recueilli 184 voix contre 93 à Joseph SITRUK qui brigait un quatrième mandat. Gilles BERNHEIM est professeur agrégé de philosophie et exerce des responsabilités dans le domaine des relations interreligieuses. Il est aussi expert dans les problèmes d'éthiques médicales.

Joël MERGUI succède à Jean KAHN à la présidence du Consistoire central.

Mohammed MOUSSAOUI, vice-président du Rassemblement des musulmans de France (RMF), a été élu à la présidence du Conseil français du culte musulman (CFCM). A 44 ans, il succède à Dalil BOUBAKEUR, recteur de la Grande Mosquée de Paris, qui dirigeait le CFCM depuis 2003, mais ne s'était pas représenté et a boycotté les élections.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans *INFOS Hebdo* ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr